



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/Sub.2/AC.4/2001/6
21 juin 2001

FRANÇAIS
Original: ESPAGNOL

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Sous-Commission de la promotion et de la protection
des droits de l'homme
Groupe de travail sur les populations autochtones
Dix-neuvième session
23-27 juillet 2001
Point 4 de l'ordre du jour provisoire

EXAMEN DES FAITS NOUVEAUX CONCERNANT LA PROMOTION ET
LA PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS
FONDAMENTALES DES AUTOCHTONES

Information communiquée par les organisations autochtones

Le présent document contient des informations reçues d'une organisation autochtone concernant le point 4 de l'ordre du jour provisoire.

MOUVEMENT INDIEN TUPAJ AMARU

[25 mai 2001]
[Original: espagnol]

I. LE DROIT AU DÉVELOPPEMENT JUSTE ET ÉQUITABLE

1. Selon la conception autochtone, le développement social et humain est avant tout un processus historique, naturel et dialectique à long terme qui évolue conformément aux lois économiques et sociales. En d'autres termes, chaque modèle de développement est déterminé par le mode de production et les modalités de répartition des richesses dans toutes les sociétés, historiquement déterminées.
2. Depuis des temps immémoriaux, depuis même qu'il est apparu sur terre, l'homme doit se nourrir, se vêtir et trouver un abri avant de pouvoir pratiquer la religion ou faire de la politique. Le développement, phénomène en perpétuelle mutation, ne dépend de la volonté de personne et ne se décrète pas au moyen de résolutions. Toutefois, les hommes peuvent et doivent maîtriser les lois sociales et les appliquer de façon consciente pour planifier l'économie et utiliser rationnellement les ressources naturelles au service de l'homme et de sa dignité.
3. Les civilisations autochtones d'Amérique, pratiquant la propriété collective de la terre, avaient atteint un niveau de développement social élevé pour leur époque, parce qu'elles savaient planifier la production et la consommation, en utilisant les ressources naturelles de façon rationnelle et raisonnable. Grâce à cette forme d'organisation sociale, il n'y avait dans ces sociétés ancestrales ni pauvres ni exclus, parce que la répartition des richesses produites par le travail collectif se faisait suivant le principe: à chacun selon son travail et de chacun selon sa capacité.
4. Cinq siècles après la destruction du mode de production de nos ancêtres, nous revenons à la question d'être ou ne pas être. Aujourd'hui plus que jamais, emportés par le mouvement de la mondialisation, les États ont renoncé à leur fonction économique d'organisation des systèmes de production, abandonnant le principe du droit inaliénable et universel au développement durable et équitable, inhérent à tous les peuples, et livrant la société aux forces aveugles du marché, autant dire à la convoitise de puissantes sociétés transnationales.
5. La logique du jeu totalement libre de la concurrence, où le capital a toute liberté pour se déplacer à la recherche de gains maximums et d'une accumulation permanente, aboutit à une exploitation effrénée des ressources naturelles, au pillage des richesses des peuples du tiers monde, à la dépossession des peuples autochtones de leurs terres et à la privatisation à outrance des entreprises appartenant à l'État.
6. En contradiction flagrante avec les résolutions de l'Assemblée générale 41/128, en date du 4 décembre 1986, et 2626 (XXV), en date du 24 octobre 1970 où le droit au développement est reconnu comme un droit inaliénable, les pays riches, par l'action de la Banque mondiale et du FMI, continuent à imposer aux pays pauvres un modèle ultralibéral présenté comme une nécessité absolue et universelle du monde moderne.
7. Profitant de la politique économique conçue dans le cadre du nouvel ordre économique international, les investisseurs internationaux ont remis en place un modèle de relations Nord-Sud de type néocolonial. À l'aube du nouveau millénaire, aucun domaine économique, social, culturel, quelles que soient son ampleur et son importance, n'échappe à la voracité des sociétés transnationales, qui tissent de véritables toiles d'araignée pour s'assurer la production et la distribution des biens et des services, décident de la mobilité et de la fermeture d'entreprises,

de licenciements massifs et se livrent à la bourse des valeurs à une spéculation effrénée qui crée des crises conjoncturelles et structurelles ayant de graves conséquences pour la paix et la sécurité collective.

8. Quelle ironie: d'un côté, les sociétés transnationales ayant leur siège dans des pays extrêmement développés ont pillé les fabuleuses ressources naturelles des pays pauvres, réduit à néant les économies traditionnelles, mutilé la Terre Mère, pollué l'air et l'eau, dépouillant ainsi des millions d'exclus et de pauvres; de l'autre, les pays riches réduisent de plus en plus leurs contributions à la coopération internationale et décident de fermer purement et simplement leurs frontières à la circulation des personnes.

9. La nature chaotique et dévastatrice de cette industrialisation montre que la pensée économique dominante est incompatible avec la notion même de développement de l'individu et contraire à la vision des peuples autochtones dans le domaine des relations de production.

10. L'égoïsme des pays riches et leurs politiques incohérentes en matière de développement social ont été et restent un obstacle majeur à l'application de la stratégie internationale de développement, qui s'était fixé comme buts la plus large coopération internationale entre États riches et pauvres, la souveraineté permanente des peuples sur leurs ressources naturelles, considérée comme une condition essentielle de l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ainsi que la réglementation des activités des sociétés transnationales qui convoitent les ressources considérées comme stratégiques pour le développement du monde occidental.

11. S'efforçant de justifier un modèle anarchique et aberrant, les économistes néolibéraux, de même que les experts de la Banque mondiale, du FMI et des organismes d'aide au développement, ont donné à la notion de développement un sens exclusivement économiste, n'y voyant qu'une augmentation de la production et de la consommation en termes quantitatifs, sans tenir compte d'autres paramètres tels que l'espérance de vie, la mortalité infantile, l'analphabétisme, le revenu par habitant, la santé, etc.

12. Il s'agit au contraire de faire en sorte que l'être humain et sa dignité soient à la base d'un développement durable et complet, afin de concilier quatre grands objectifs: une croissance économique raisonnablement planifiée, la justice sociale, une politique environnementale durable et une répartition équitable des richesses.

13. Du point de vue des peuples et nations autochtones, ces paramètres sont des conditions essentielles pour mettre un terme au chaos et au désordre du système économique international et rétablir un développement durable et équilibré grâce à cette harmonie entre l'homme et la nature dont la rupture est survenue en 1492 avec l'accident de la conquête et de la colonisation du continent américain.

II. EXTRÊME PAUVRETÉ ET DÉVELOPPEMENT INÉGAL

14. Le fléau de la pauvreté et la dette écrasante sont le résultat du développement inégal et anarchique du système en vigueur et de la répartition injuste des richesses. La pauvreté ne doit pas être considérée comme une fatalité historique. Contrairement à la théorie de Malthus, la Terre Mère qui nous a donné la vie a la capacité de nourrir tous ses enfants.

15. C'est quand le processus de mondialisation a touché la planète entière que la pauvreté et la paupérisation des masses dans le monde entier ont atteint des dimensions dramatiques, au milieu de la surproduction et de l'opulence des pays du Nord et des élites dominantes du Sud.

16. L'application, depuis plus de deux décennies, des programmes d'ajustement structurel imposés par le FMI aux pays pauvres, programmes qui ne sont que les courroies de transmission du mouvement de libéralisation du commerce, de dérégulation du système financier et de pillage des ressources naturelles, continue à faire grossir l'armée des pauvres et des exclus de la prospérité dans le nouvel ordre économique international.

17. On ne peut que constater avec déception le manque de volonté politique des pays riches et l'incohérence de leurs politiques de lutte pour l'éradication de la pauvreté et de la discrimination raciale, ces fléaux qui frappent durement et violemment les couches les plus vulnérables de la société, et menacent tout particulièrement la survie des peuples autochtones.

18. L'abîme qui sépare les riches des pauvres se creuse comme jamais. D'après le rapport mondial sur le développement humain 1998 du PNUD, les 20 % les plus riches mangent 45 % de la viande et du poisson consommés dans le monde, consomment 58 % du total de l'énergie mondiale, disposent de 74 % des lignes téléphoniques, consomment 85 % du papier utilisé et possèdent 87 % des véhicules circulant dans le monde. Pendant ce temps, les plus pauvres consomment moins de 5 % de la viande et du poisson, seulement 1,1 % du papier et possèdent moins de 1 % des véhicules.

19. Avec un tel rythme d'exclusion et de marginalisation, les critères et les indicateurs utilisés pour définir la pauvreté à l'occasion du Sommet mondial sur le développement social qui a eu lieu à Copenhague en 1995 ne suffisent plus à rendre compte de la cruelle réalité. Seuls les pauvres eux-mêmes savent ce qu'est la faim, ce qu'est ne pas avoir un morceau de pain à se mettre sous la dent, ni une couverture pour se protéger du froid, ni une aspirine pour soulager un mal de tête.

20. D'après l'enquête effectuée par la Banque mondiale dans 60 pays sur une durée de 10 ans, au cours de laquelle ont été recueillis 60 000 témoignages de pauvres sur la pauvreté, 56 % de la population mondiale vivent dans la pauvreté: 1 milliard 200 millions vivent actuellement avec moins d'un dollar par jour et 2 milliards 800 millions supplémentaires vivent avec deux dollars (voir *Le Monde* du 30 mars 2000).

21. En réalité, le phénomène de la misère est complexe et multiforme, si bien qu'il est difficile de déterminer le nombre de pauvres; mais on estime qu'1 milliard 500 millions de personnes vivent dans la pauvreté et 60 % d'entre eux dans l'extrême pauvreté. Parmi la population rurale dans son ensemble, les populations autochtones représentent plus de 80 % du total des pauvres et des très pauvres dans les pays en développement et 61 % pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Sur 190 millions d'enfants et d'adolescents d'Amérique latine, la moitié vivent dans une situation de pauvreté extrême.

22. En Russie, pays en transition vers l'économie de marché, les nouveaux oligarques qui se sont appropriés la richesse du peuple soviétique ont aujourd'hui la mainmise sur plus de 50 % de l'économie; ils concentrent les prêts du FMI sur leurs entreprises ou leurs banques privées et transfèrent en toute impunité des sommes colossales dans des paradis fiscaux.

23. Pendant ce temps, plus de 15 millions de personnes souffrent de la faim. En 1996, la pauvreté touchait 35 millions de personnes et les trois quarts de la population vivaient en dessous du seuil de pauvreté. Les populations autochtones ont été condamnées à la pauvreté à la suite des réformes néolibérales et du détournement des fonds publics.

24. La voix des pauvres accuse les États d'absence de volonté politique dans la lutte pour l'éradication de la pauvreté et dénonce avec vigueur la corruption généralisée dans les hautes sphères de l'État et les institutions publiques et privées, qui fait que les principes de démocratie, d'équité et de justice sociale ne sont que de vains mots.

25. Le monde compte aujourd'hui plus d'un milliard d'analphabètes, 4 milliards de pauvres, 250 millions d'enfants travaillant pour survivre, 130 millions d'enfants privés du droit à l'éducation, 100 millions d'enfants qui vivent dans les rues; 12,5 millions d'enfants de moins de 5 ans meurent chaque année de malnutrition et de maladies curables.

26. Le Rapport sur la santé dans le monde établi en 1995 met en évidence à quel point l'avenir des enfants est dramatique. Dans les pays en développement, il meurt chaque année 12,2 millions d'enfants de moins de 5 ans du fait de maladies provoquées par la pollution de l'air et de l'eau. Actuellement, 150 millions d'enfants souffrent de malnutrition aiguë; 260 millions d'enfants souffrent d'anémie et d'avitaminose; la majorité d'entre eux meurent faute de quelques centimes.

27. Pendant ce temps, les puissances économiques et militaires dépensent chaque jour plus de 700 millions de dollars pour la fabrication d'armes de destruction massive. Le coût d'une seule bombe nucléaire équivaut au budget de l'éducation de 23 pays en développement. Pour le prix d'un char d'assaut, on pourrait construire des écoles pour 30 000 élèves.

28. Et en vertu de la loi aveugle et irrationnelle de la sacro-sainte économie de marché, la richesse accumulée entre les mains des trois personnes les plus riches du monde est supérieure au total du produit national brut de 48 pays en développement. On voit donc qu'il est impératif de transformer l'actuel ordre économique international, qui est profondément injuste, nécessairement non durable et moralement condamnable.
